

# PROCÈS - VERBAL DE SYNTHÈSE

## ◆ OBJET DE L'ENQUÊTE

La présente enquête publique est préalable à une demande de déclaration d'intérêt général portant sur la mise en œuvre des plans de gestion du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents au titre de la loi sur l'eau.

L'objectif est alors de porter à la connaissance du public le programme d'entretien et de restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques :

- restauration des ripisylves ;
- mise en défens des berges, plantation de ripisylve et aménagements d'abreuvoirs et de franchissements ;
- restauration de la continuité écologique des cours d'eau ;
- gestions des végétales envahissantes ;
- restauration des mares et zones humides.

Par ailleurs, ces opérations s'inscrivent dans l'objectif plus général d'atteindre un bon état écologique des eaux fixé par la Directive Cadre Européenne sur l'Eau du 23 octobre 2000, et répondent aux missions des acteurs, porteurs de la compétence GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations).

Cette enquête publique concerne 60 communes.

Les communes concernées :

➔ Bassin versant du Sornin (50 communes)

- Charlieu Belmont Communauté, (16 communes concernées)

Arcinges, Belleroche, Belmont-de-la-Loire, Chandon, Charlieu, Cuinzier, Ecoche, Le Cergne, Maizilly, Mars, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Denis-de-Cabanne, Saint-Germain-la-Montagne, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Saint-Nizier-sous-Charlieu, Villers,

- Communauté de Communes Brionnais Sud Bourgogne (23 communes concernées)

Boyer, Jarnosse, Nandax, Sévelinges, Vougy, Coutouvre, Anglure-sous-Dun, Baudemont, Chassigny-sous-Dun, Chateauneuf, Chatenay, Chauffailles, Coublanc, Curbigny, Gibles, La Chapelle-sous-Dun, La Clayette, Mussy-sous-Dun, Saint-Igny-de-Roche, Saint-Edmond, Saint-Laurent-en-Brionnais, Saint-Martin-de-Lixy, Saint-Maurice-les-Chateauneuf, Saint-Racho, Saint-Symphorien-des-Bois, Tancon, Vareilles, Varennes-sous-Dun, Vauban, Fleury-la-Montagne.

- Communauté de communes Saône Beaujolais, (6 communes concernées) :

Aigueperse, Azolette, Propiès, Saint-Bonnet-des-Bruyères, Saint-Clement-de-Vers, Saint-Igny-de-Vers.

Communauté de communes de Semur en Brionnais (5 communes concernées) :

Fleury-la-Montagne, Ligny-en-Brionnais, Saint-Bonnet-de-Cray, Saint-Christophe-en-Brionnais, Saint-Julien-de-Jonzy.

➔ Bassin versant du Jarnossin (10 communes)

- Charlieu Belmont Communauté, 16 communes concernées :

Boyer, Cuinzier, Jarnosse, Nandax, Pouilly-sous-Charlieu, Saint-Hilaire-sous-Charlieu, Sevinges, Villers, Vougy.

- Roannais Agglomération (1 commune)

Coutouvre

Par décision N° E24000073/69 du 12 juillet 2024, Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lyon m'a désigné commissaire-enquêteur, Cécile DEUX commissaire-enquêtrice suppléant.

Par arrêté interpréfectoral N° 2024-26 PAT du 28 octobre 2024, les Préfets respectifs des départements de La Loire, de La Saône et Loire et du Rhône ont prescrit la présente enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 14 novembre 2024 à 8h45 au 30 novembre 2024 à 11h45 pendant une durée de 17 jours consécutifs.

Le siège de l'enquête publique est situé en mairie de Charlieu,  
12 rue Jean Morel, 42190 Charlieu

La réglementation des enquêtes publiques prévoit que le commissaire-enquêteur rencontre le porteur de projet dans un délai de 8 jours après la clôture de l'enquête et lui communique les observations écrites et orales ainsi que ses observations dans un procès-verbal de synthèse.

◆ **DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE :**

Le 6 août, dans les locaux de la préfecture de La Loire, j'ai paraphé les dossiers d'enquête et pris possession du dossier.

Le 8 novembre, avec Monsieur Jérôme Derigon, technicien de rivière au SYMISOA, nous avons repéré quelques lieux significatifs sur lesquels vont être engagés les travaux soumis à la DIG -restauration de zones humides, arasement des atterrissages de crêtes, passage à gué, pose de clôtures et mise en œuvre d'abreuvoirs...- ainsi que visualisé des réalisations effectuées dans le cadre du précédent contrat.

L'enquête publique a été déclarée ouverte le 14 novembre 2024 à partir de 8h45.

A cette date, les différentes mairies recevant une permanence -Charlieu, siège de l'enquête, et Villers pour le département de La Loire ; Chauffaille, La Clayette, pour le département de la Saône et Loire, et Saint-Igny-de-Vers pour le Rhône-, ont reçu le dossier d'enquête paraphé ainsi que le registre d'enquête pour enregistrer les observations, propositions et contre-propositions du public aux heures d'ouvertures normales de la mairie ou lors des permanences du commissaire-enquêteur.

Les mairies, sont ouvertes :

- Charlieu : lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h30 à 17h ; le mercredi de 8h45 à 11h45
- Villers : lundi de 10h30 à 12h et de 13h30 à 18h, mardi de 10h30 à 12h et de 13h30 à 18h30, le mercredi de 10h30 à 12h, le jeudi de 8h30 à 12h, le vendredi de 10h30 à 12h ;
- Chauffailles : lundi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h30, le mardi et jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30, le mercredi et vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h ;
- La Clayette les lundi, mercredi,et jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, le mardi de 8h30 à 12h , le vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h ;
- Saint-Igny-sur-Vers : lundi, mardi, vendredi de 9h à 12h et de 17h, le mercredi de 9h à 12h.

L'enquête publique a été déclarée ouverte le jeudi 14 novembre à 8h45, à la mairie de Charlieu, siège de l'enquête ; l'affichage était visible à l'extérieur de la mairie.

A compter de cette date, les dossiers d'enquête publique mis à la disposition du public, dans les mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers sont réputés complets.

Ils seront mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

La consultation du dossier d'enquête a été possible pendant toute la durée de l'enquête où les observations, propositions et contre-propositions ont pu être portées sur les registres d'enquête par les moyens suivants ;

- x au siège du SYMISOA (porteur du projet), 321 route de Marcigny, 42270 Pouilly-Sous-Charlieu
- x directement dans les mairies citées ci-dessus aux heures habituelles d'ouverture au public.
- x par voie postale : courrier adressé à l'attention du commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : mairie de Charlieu, 12 rue Jean Morel, 42190 Charlieu.
- x par voie électronique sur le site internet à l'adresse suivante : [dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr](mailto:dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr)
- x par l'interface du site dématérialisé à l'adresse suivante : <https://registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu>.
- x un accès gratuit a été garanti par la mise à disposition d'un poste informatique, à la préfecture de La Loire, sur rendez-vous au 04.77.48.48.36 ou au.77.48.4859
- x lors de mes permanences :

| Lieu                          | Date                      | Horaires     |
|-------------------------------|---------------------------|--------------|
| Charlieu (Loire)              | Vendredi 15 novembre 2024 | 14h à 17h    |
|                               | Samedi 30 novembre 2024   | 8h45 à 11h45 |
| Chauffailles (Saône et Loire) | Mardi 19 novembre 2024    | 9h à 12h     |
| Villers (Loire)               | Jeudi 21 novembre 2024    | 10h30 à 12h  |
| Saint-Igny-de-Vers (Rhône)    | Lundi 25 novembre 2024    | 14h à 17h    |
| La Clayette (Saône et Loire)  | Jeudi 28 novembre 2024    | 14h à 17h    |

Ces six permanences se sont déroulées dans des conditions d'accueil de bonne qualité.

Pour être recevable, toutes les observations, propositions et contre-propositions, sur les registres papier ou numériques devaient être exprimées avant le 30 novembre 2024 à 11h45.

Toutes les contributions reçues, quelles que soient leurs formes, ont été consultables pendant toute la durée de l'enquête sur les registres papier ou numérique.

Le public a été informé de l'enquête publique par les moyens suivants :

- x L'avis au public a été affiché dans toute les mairies sur leurs tableaux d'affichage communaux habituels ;
- x Une affiche (taille, format, couleur jaune, taille de police visible) a été apposée au tableau d'affichage communal habituel dans toute les mairies recevant le public : (Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers), et du Symisoa à Pouilly-sous-Chaarlieu ;
- x L'avis d'ouverture de l'enquête publique a été publiée sur le site de la préfecture de La Loire : [www.loire.gouv.fr](http://www.loire.gouv.fr), sur le site de la préfecture de la Saône et Loire : [www.saone-et-loire.gouv.fr](http://www.saone-et-loire.gouv.fr), sur le site de préfecture du Rhône ; [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr)
- x L'avis d'enquête publique a été publié dans les journaux suivants, habilités à publier les annonces légales départementales, aux dates réglementaires fixées par le Code de l'environnement :

| Départements   | Titres                                  | Date de parution     |                       |
|----------------|---|----------------------|-----------------------|
|                |   | 1 <sup>er</sup> avis | 2 <sup>ème</sup> avis |
| LOIRE          | Le Pays Roannais                        | 31/10/2024           | 18/11/2024            |
|                | Le Paysan de La Loire                   | 1/11/2024            | 15/11/2024            |
|                |   |                      |                       |
| RHÔNE          | Le Progrès                              | 31/10/2024           | 18/11/2024            |
|                | Le Patriote Beaujolais                  | 31/10/2024           | 14/11/2024            |
|                |   |                      |                       |
| SAÔNE et LOIRE | Le Journal de Saône et Loire            | 31/10/2024           | 14/11/2024            |
|                | L'exploitant agricole de Saône et Loire | 1/11/2024            | 15/11/2024            |

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête publique que ce soit dans le cadre de la consultation du dossier, au cours de mes permanences, aux heures habituelles d'ouvertures des mairies de Charlieu, Chauffailles,, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers ou sur le site dématérialisé.

Il n'y a eu aucun courrier postal réceptionné par la mairie de Charlieu ou au Symisoa. Aucun courrier n'a été reçu dans les mairies de Chauffailles, La Clayette, Villers, Saint-Igny-de-Vers.

Il n'y a eu aucune observation reçue à l'adresse dédiée :  
dig-pouilly-sous-charlieu@mail.registre-numerique.fr.

Il n'y a eu qu'une observation, proposition ou contre-proposition reçue par l'interface du site dématérialisé : <https://registre-numerique.fr/dig-pouilly-sous-charlieu>.

Il y a eu 3 observations inscrites sur les registres d'enquêtes dont une déposée en dehors de mes permanences .

Il y a eu 1 observation orale déposée au cours de ma permanence de Chauffailles concernant le droit de pêche.

L'enquête publique s'est terminée le 30 novembre à 11h45 comme l'arrêté préfectoral le prescrivait.

Les registres d'enquête publique ont été déclarés clos le samedi 30 novembre 2024 à 11h45 en la mairie de Charlieu.,

Le registre d'enquête numérique a été clos le samedi 30 novembre 2024 à 11h45.

| REGISTRE NUMERIQUE D'ENQUETE PUBLIQUE   |
|---|
| DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE GESTION DU SORNIN, DU JARNOSSIN ET DE LEURS AFFLUENTS 2024-2029  |
| Bonjour Monsieur Alain BURONFOSSE,  |
| Le registre d'enquête publique n°1956 «Déclaration d'Intérêt Général pour la mise en œuvre du plan de...» a clôturé le 30/11/2024 à 11:45:00 ( <i>fuseau Europe/Paris</i> ).  |
| Désormais :   |
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Le public ne peut plus déposer de contributions numériques, hormis les visiteurs ayant commencé à remplir le formulaire avant l'heure de clôture du registre et pour lesquels la contribution sera notée "hors délais",</li><li>• Le dossier d'enquête n'est plus accessible au public,</li></ul> |

Les registres d'enquête ainsi que les dossiers d'enquête issues des mairies de Charlieu, Chauffailles, La Clayette, Saint-Igny-de-Vers, Villers m'ont été remis dans les locaux du SYMISOA par Madame Dechavanne.

L'ensemble des registres et dossiers sera annexé au rapport d'enquête.

### ◆ **BILAN DE L'ENQUÊTE**

Cette enquête publique n'a pas connu un enthousiasme important de la part de la population répartie sur les villages et hameaux isolés dispersés autour du Sornin, du Jarnossin et de leurs affluents.

3 personnes sont venues déposer leurs observations et leurs propositions. 2 pendant les permanences et une en dehors des permanences.

1 personne a déposé une observation par l'interface du dossier dématérialisé.

1 personne est venue faire part d'une observation orale.

Cette enquête concerne les propriétaires de terres agricoles et/ou les exploitants dont les parcelles longent les cours d'eau, abritent des zones humides ou des résurgences de sources.

Les pêcheurs, qui dans une plus grande mesure, auraient dû être plus nombreux à demander, à minima, des explications concernant leurs droits à venir, pendant la durée des travaux sur les différents sites concernées par les travaux répertoriés à LA DIG. J'ai eu la visite d'un pêcheur à la permanence de Chauffailles, qui est venu faire une proposition orale concernant la réciprocité des droits de pêche. Sans qu'elle soit directement objet de l'enquête publique, elle sera prise en compte dans les questions au pétitionnaire

## ◆ SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ET REMARQUES :

- Concernant les observations portées sur le site dématérialisé

Il y a une observation déposée sur le site dématérialisé.

*«Une importante et pertinente réflexion se pose sur le devenir de l'étang de Cadolon. Cet ouvrage créé à l'époque pour la force motrice de l'usine de tissage en aval est situé sur deux communes : Ecoche (département Loire) et St Igny de Roche (département Saône et Loire) alimenté par la rivière l'Aron .*

*Cette importante réflexion doit associer le propriétaire, le SYMISOA, les communes précitées ci-dessus, la commune de Belmont de la Loire (3 kms en amont), le SDIS de Saône et Loire (pompiers de Chauffailles) et le SDIS de la Loire (pompiers de Belmont) afin que cette retenue d'eau en bordure de la RD4 soit dédiée à une réserve en cas d'incendie et également zone de puisage pour l'abreuvement du bétail en période d'étiage et sécheresse.*

*Sur ces trois communes limitrophes se situent de très grandes superficies boisées en résineux avec des habitations parfois en bordure . Cette retenue d'eau serait indispensable pour la défense incendie en période de sécheresse car le réseau adduction eau potable n'est pas en capacité de répondre à une utilisation sévère pour combattre ces sinistres.»*

- Concernant les observations portées sur les registres d'enquête :

Il y a eu trois propositions déposés sur les registres d'enquête.

### 1) registre de Chauffaille :

- Madame Sylvie de JOINVILLE, La Chapelle sous Dun :

*« Nettoyage de la ripisylve au bord du Sornin.*

*Conséquences : énormes feux de bois mouillé et vert avec volute de fumée sur l'école maternelle de la Chapelle.*

*Restauration de la ripisylve ; élimination des végétaux pour replantations ? »*

- René PIECINI VAUBAN :

*«Je souhaite que soit intégrée la zone humide située en amont de la voie communale vers le pont entre le lieu-dit la Mornière et le bois du Font Dolent comme indiqué sur la carte ci-dessus »*



## 2) registre de Villers :

- Jean-Larc LOMBARD, agriculteur :

*Pour réguler les étiages importants, créer une réserve pour de l'irrigation en été, qui permettrait de réalimenter le ruisseau par son excédent.*

*Remarque du CE : Cette réserve serait à réaliser en tête de bassin versant.*

- Concernant les observations du commissaire-enquêteur :

A propos des démarches administratives envers les agriculteurs et/ou les propriétaires :

Le Code rural et de la pêche maritime prévoit dans ce cas d'intervention l'agrément du propriétaire et de l'exploitant.

Qu'en est-il :

- x Dans le cas où le propriétaire exploitant refuse le passage sur sa parcelle pour une intervention sur la berge ou le 1/2 ruisseau limitrophe de la dite parcelle, par les agents ou leurs ayants-droits (entreprises extérieures) du SYMISOA ?
- x Dans le cas où l'exploitant n'est pas propriétaire et que l'un ou l'autre refuse d'adhérer à la convention ?

## Concernant les plantes envahissantes :

La prolifération de ces plantes et en particulier la renouée du Japon semble être un véritable fléau environnemental. D'un petit foyer, souvent installé sur les ripisylves, elles présentent la particularité d'envahir toute une zone en étouffant la flore existante de proximité.

- x N'y a-t'il pas d'autres solutions et en particulier pour les petits foyers naissants que le fauchage, quand on sait que le moindre morceau peut, dans un milieu favorable comme les ripisylves, devenir un foyer vite incontrôlable dans ses dimensions ?

Concernant les actions contre les espèces exotiques envahissantes, des mesures complémentaires pourraient être prises pour éviter toute dissémination sur des sites vierges

- x Est-ce qu'une formation continue «spécifique» est dispensée auprès de vos agents et techniciens exécutant les nettoyages des bords de rivières, (environnement favorable au développement de cette plante) ?  
Peut-il être envisager une sensibilisation auprès des agriculteurs, pêcheurs, usagers des bords d'eau face à ce fléau ?

Concernant les maladies parasites des arbres (chalarose du frêne , ect...) :

Ces maladies dégénératrice de certaines variétés d'arbres vont inévitablement, en cas de chute, former dans les ruisseaux des embâcles importants défavorables à la faune aquatique et au transport sédimentaire.

- x Avez-vous prévu une mesure préventive pour ces arbres avant leur chute?
- x Font-ils partie des travaux à réaliser dans le cadre de la DIG ?
- x Qui évalue les arbres isolés ou non atteints de maladie irréversible,  
Est ce que cette évaluation est réalisée en partenariat avec l'exploitant-riverain ,
- x Est-il envisagé d'abattre certains arbres prématurément, potentiellement malade ou en devenir, en évitant les périodes de reproduction aquatique et de nidification de la faune ?
- x Avez-vous prévu d'intervenir -pour les arbres isolés qui devront être abattus «à la marge»- et feront-ils l'objet d'une vérification par un écologue ou par une association dédiée au préalable ?

Concernant la faune aquatique :

En cas de présence d'espèces protégées et recensées localement (loutre , castor ...) ; quelles mesures seront prises pendant les périodes d'intervention et les modalités de mise en défens ?

En est-il de même particulièrement pour les écrevisses à pattes blanches- existantse très localement- ainsi que la truite sauvage ?

Concernant la rupture piscicole et la continuité écologique :

Vous prévoyez dans la DIG des travaux légers avec l'usage d'engins de puissance limitée. Pour éviter cette rupture piscicole ou rétablir la continuité écologique, l'emploi d'engins plus lourds, d'évidence en dehors des gabarits prévus dans la DIG, peuvent être déployés. Quelle convention est alors mise en place ?

Concernant l'entretien de bandes de terrain entre la clôture posée dans le cadre de la DIG pour une mise en défend par exemple et la berge :

Il est prévu dans le cadre de la DIG, l'entretien de cette bande de terrain et les clôtures de mise en défend par les agents du SYMISOA pendant une période n'excédant pas la durée de DIG.

Qu'en sera-t'il à la suite, si d'aventure le propriétaire et/ou l'exploitant de cette bande s'abstenait de l'entretenir (fauchage, évacuation des plantes envahissantes, et surtout entretien des clôture -fils et piquets-

A qui en revient la charge : le propriétaire et /ou l'exploitant ou au SYMISOA ?

Concernant les périodes de sécheresse :



Pendant les périodes de sécheresse importantes, il peut être interdit d'abreuver le bétail directement au cours d'eau en dehors des zones aménagées.

x Qu'en est-il pour les agriculteurs ayant refusés la convention pour effectuer ces travaux d'accès du bétail au cours d'eau ?

x Qu'en est-il pour les agriculteurs ayant acceptés la convention dont les travaux prévus sont en-cours ou non-réalisés avant cette période (principalement l'installation des abreuvoirs déportés ou les accès stabilisés à la rivière ?

#### Concernant la bonne exécution des travaux :

A la suite d'intervention par les équipes du SYMISOA ou par les entreprises extérieures, pendant combien de temps sont-ils responsable de la bonne exécution des travaux ?

Est-ce que le propriétaire assiste à la réception des travaux,

Est-ce que le propriétaire prend le relais à la fin de la DIG ou à l'issue des travaux ?

#### Concernant l'effacement ou de restauration des plans d'eau et des zones humides :

Un plan d'eau est toujours alimenté par une source, une dérivation de ruisseau, un ruissellement.

Après l'effacement d'un plan d'eau ou d'une zone humide, des désordres peuvent intervenir au-delà de la zone concernée.

x Dans quel périmètre élargi de ces plans d'eau et/ou zones humides, prévoyez-vous l'étude d'impact (faune et flore) et quelles mesures de compensation envisagez-vous ?

x Qu'en est-il pour l'effacement d'une zone humide ou d'un plan d'eau dans une propriété privée,

Quelle convention est mise en œuvre dans ce cas ?

#### Concernant les prélèvements des eaux alimentant plans d'eau :

Avez-vous un débit réservé et dans quelles conditions sont-ils mis en œuvre, sachant que ces plans d'eau ont souvent des missions complémentaires -prélèvement d'eau pour le bétail, l'irrigation, poche tampon en cas de forts étiages.

Quelle convention sera mise en place ?

#### Concernant le droit de pêche :

Le propriétaire de la parcelle limitrophe au cours d'eau est de facto propriétaire de la berge mais également de la moitié de la largeur du lit du cours d'eau.

Une servitude dit « droit de passage du pêcheur » existe le long du cours d'eau.

Le droit de pêche revient naturellement aux propriétaires.

Toutefois, tous propriétaires ou ses ayant-droits (le locataire) est tenu de participer à l'entretien du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques.

Qu'en est-il dans le cas où ces ayants droits refusent la convention de la DIG ?

Ces dispositions sont-elles valable pendant le temps d'application de la DIG ou simplement pendant la durée des travaux sur l'endroit ?

x Qu'en est-il pour l'association de pêche exerçant son droit de pêche sur des berges 'en pointillées (accord alternées avec désaccord)' dans le cadre de la DIG, sachant qu'il existe un droit de passage du pêcheur le long du cours d'eau.

Avez-vous des conventions particulières avec les associations de pêche-communales, départementales ou régionales ?

Je vous serai reconnaissant de m'établir en retour un mémoire en réponse à ces diverses observations et remarques.

Ce mémoire en réponse devra me parvenir dans les dix jours qui suivent la remise du P .V. de synthèse soit pour le lundi 16 décembre au plus tard.

Sans réponse de votre part, je considérerai que vous renoncez à cette facilité, et dans ce cas, j'en ferai mention dans mon rapport d'enquête.

Document établi sur 10 pages

Fait à Riorges le 6 décembre 2024.

Alain BURONFOSSE  
Commissaire-enquêteur

Madame C. DECHAVANNE  
SYMISOA

